



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques
Guichet unique**

**Arrêté n° 174-DDPP-24 portant prescriptions complémentaires afin de garantir
les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement
Société STEM – 17 Avenue de Rochetaillée – 42100 Saint-Étienne**

Le Préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement » ;
Vu l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1995 modifié le 23 juin 2009 autorisant la société STEM dont le siège social est situé 17 avenue de Rochetaillée 42 010 SAINT ETIENNE, à exploiter à la même adresse, un atelier de traitement de surface ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 septembre 2019 modifiant le tableau de classement des activités et les conditions de rejets des effluents aqueux ;
Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;
Vu l'étude technico-économique remise par STEM le 4 mai 2021 ;
Vu le courrier du 15 novembre 2023 justifiant de l'évolution des volumes de bains ;
Vu le rapport du 24 mai 2024 de l'inspection des installations classées ;
Vu le projet d'arrêté complémentaire porté le 6 juin 2024 à la connaissance du demandeur ;
Vu l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la société STEM afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement conformément aux dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande d'enregistrement

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale 42-43 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRETE

TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société STEM, dont le siège social est situé 17 avenue de Rochetaillée – 42000 SAINT-ETIENNE, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral pour les installations qu'elle exploite à cette même adresse.

Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté :

- abrogent les dispositions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire n°312-DDPP-19 du 11 septembre 2019,
- modifient et complètent les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2009:0289 du 23 juin 2009.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
arrêté préfectoral n°2009/0289 du 23 juin 2009	Art 1.2.1 : Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE	Modifié et remplacé par l'article 1.2.1. du présent arrêté
	Art 3.2.1, 4.3.7 et Annexes : erreur de frappe ou de mise en page	Modifié par CHAPITRE 1.3 du présent arrêté
	Art 4.1.1.1 : Alimentation en eau potable	Modifié et remplacé par l' article 2.1.1. du présent arrêté (limitation du prélèvement annuel, autorisation de la réutilisation des eaux usées traitées)
	Annexe 2 : Eau	Modifiée et remplacée par CHAPITRE 2.2 du présent arrêté
arrêté préfectoral complémentaire n°312-DDPP-19 du 11 septembre 2019	Articles 1 à 4	Supprimés et remplacés par les dispositions du présent arrêté

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 est remplacé par le suivant :

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE et autres si nécessaire (puissance thermique par exemple)	Rubrique nomenclature ICPE	Volume	A, D DC
Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³	3260	Volume total des cuves de traitement : 50,5 m³ Chaîne Zn attache : 20 160 litres Chaîne Zn tonneaux : 18 546 litres Chaîne Sn Ag : 6822 litres Chaîne Cu décapage : 4988 litres	A
Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg	4410-2.a	Bain d'argenterie : 2,05 t Bain de démetallisant Cu : 0,90 t Quantité totale : 2,95 t	A
Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t	4110-1.b	Stockages de : . produits de cyanure de cuivre : 0,02 t . produits de cyanure de sodium : 0,10 t . produits de cyanure de potassium : 0,15 t . produits de cyanure d'argent simple : 0,02 t Quantité totale : 0,29 t	DC
Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	4120-2.b	Bain de cuivrage : 1,9 t Bain de preargenterie : 0,54 t Bain de démetallisant Cu : 2,52 t Stockage de : . produits de FLOCOR 42 : 0,07 t Quantité totale : 5,03 t	D

A : autorisation ; D : déclaration, DC : déclaration avec contrôle périodique

CHAPITRE 1.3 GESTION DES ANNEXES

Article 1.3.1

La partie « annexes » (composée de l'annexe 2 : rejets atmosphériques, annexe 2 : eau, annexe 3 : déchets et annexe : 4 Bruit) située en pages 46 à 54, est supprimée (doublon avec pages 36 à 44).

Article 1.3.2

Le terme « annexe 2 » du deuxième alinéa de l'article 3.2.1 – Dispositions générales est remplacé par « annexe 1 ».

Article 1.3.3

Le terme « annexe 3 » du deuxième alinéa de l'article 4.3.7 – Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement est remplacé par « annexe 2 ».

TITRE 2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 2.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Article 2.1.1. Besoins en eau

Les dispositions de l'article 4.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 sont remplacées par :

Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel (eaux souterraines et eaux superficielles) sont interdits.

L'origine de la ressource en eau est le réseau d'alimentation en eau potable de la ville de Saint-Etienne, les prélèvements sur ce réseau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités à 20 000 m³/an.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. Ces systèmes doivent être vérifiés régulièrement et entretenus.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

L'alimentation en eau du procédé de traitement de surface est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'installation, clairement reconnaissable et aisément accessible.

Réutilisation des eaux usées traitées

L'exploitant est autorisé à réutiliser les eaux usées traitées issues de la station d'épuration physico-chimique interne à l'établissement (Cet équipement assure l'épuration des effluents usés issus de la ligne de traitement de surface). Ces eaux usées traitées sont utilisées pour alimenter en eau les bains de rinçage de la ligne de traitement de surface.

Les canalisations transportant ces effluents sont efficacement repérées.

Un dispositif de mesure totalisateur est installé sur la (les) canalisation(s) de prélèvement des eaux usées traitées en provenance de la station d'épuration afin que l'exploitant soit en capacité de justifier de la quantité d'eau réutilisée. Ce dispositif est relevé dans les mêmes conditions (fréquence, enregistrement) que ceux installés sur les installations de prélèvement visées ci-dessus.

Les équipements de réutilisation des eaux usées traitées doivent être conçus et réalisés, conformément aux règles de l'art, de manière à ne pas présenter de risque de contamination vis-à-vis des réseaux de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

CHAPITRE 2.2 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEUR CARACTÉRISTIQUE DE REJET AU MILIEU

Les dispositions de l'annexe 2 « EAU » de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 sont remplacées par :

Article 2.2.1. Caractéristiques des rejets, valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

Article 2.2.1.1. Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Article 2.2.1.2. Valeurs limites des eaux résiduaires de l'atelier de traitement de surface

Les eaux résiduaires en provenance de l'atelier de traitement de surface doivent, après épuration, respecter les caractéristiques suivantes avant rejet dans le réseau d'eaux usées communal de la ville de Saint-Etienne et en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux usées, eaux pluviales...) non chargées de produits toxiques.

Paramètres (1)	Code Sandre	Valeur limite		
Débit maximal horaire	1946	2,7 m³/h		
Débit maximal journalier	1552	65 m³/j		
Température (2)	1301	30°C		
pH	1302	6,5 < pH < 9		
Paramètres (1)	Code Sandre	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (kg/j)	
			journalier	Moyenne mensuelle
MES	1305	30	1,95	
DCO	1314	600	39	
Phosphore total	1350	2	0,13	
Azote global	1551	150	9,75	
Hydrocarbures totaux	7009	5	0,325	
Composés organiques halogénés (en AOX)	1106	1	0,065	
F	7073	15	0,975	
CN libres	1084	0,1	0,0050	0,0025
Nickel	1386	1	0,070 *(0,032)	0,035 *(0,016)
Cuivre	1392	1	0,054 *(0,008)	0,027 *(0,004)
Zinc	1383	2	0,260 *(0,060)	0,130 *(0,030)
Chrome III	5871	0,5		

Chrome hexavalent	1371	0,1		
Chrome total	1389		0,013	
Argent	1368	0,003	0,0002	
Fer	1393	5	0,325	
Etain	1380	0,15	0,010	
Tributylphosphate	1847	0,08	0,005	
Chloroforme	1135	0,15	0,010	
Nonylphénols **	1958	0,0003	0,00002	

(1) Ces paramètres sont mesurés sur effluent brut non décanté.

(2) la température doit être inférieure à 30°C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50°C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoient ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.

(*) Valeurs limites en flux applicables si l'exploitant n'est pas en capacité de justifier, chaque année, d'un rendement minimal de l'ouvrage épuratoire urbain « Furania » pour les paramètres suivants :

- Cu = 85 %
- Ni = 55 %
- Zn = 77 %

(**) Les substances dangereuses marquées de ** dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Article 2.2.1.3. Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

Les eaux usées domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur. Elles sont collectées et véhiculées vers le réseau d'eaux usées de la commune de Saint-Etienne.

Article 2.2.1.4. Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Paramètre	Concentration maximum (mg/l)
pH	5,5 < X < 8,5
Température	< 30°C
DCO	125
DBO ₅	30
MEST	30
Hydrocarbures totaux	5

Article 2.2.2. Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets des eaux résiduaires

Article 2.2.2.1. Eaux résiduaires de l'atelier de traitement de surface

I. Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques.

II. Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu.

Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet.

Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

III. Des mesures du niveau des rejets en cyanures et en métaux (en fonction des caractéristiques présumées du rejet) sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.

Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.

Ces mesures sont effectuées selon les périodicités mentionnées dans le tableau ci-après.

Des analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.

Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code Sandre	Fréquence minimale d'analyses	
		Exploitant	Organisme tiers
Débit maximal horaire	1946	Continu	Trimestrielle
Débit maximal journalier	1552		
Température (2)	1301		
pH	1302		
Paramètres	Code Sandre	Fréquence minimale d'analyses	
		Exploitant	Organisme tiers
MES	1305		Trimestrielle
DCO	1314		
Phosphore total	1350		
Azote global	1551		
Hydrocarbures totaux	7009		

Composés organiques halogénés (en AOX)	1106	
F	7073	
CN libres	1084	Journalière
Nickel	1386	Hebdomadaire
Cuivre	1392	Hebdomadaire
Zinc	1383	Hebdomadaire
Chrome III	5871	Hebdomadaire
Chrome hexavalent	1371	Journalière
Chrome total	1389	Hebdomadaire
Argent	1368	Hebdomadaire
Fer	1393	Hebdomadaire
Etain	1380	Hebdomadaire
Tributylphosphate	1847	
Chloroforme	1135	
Nonylphénols	1958	

Cas particulier du chrome hexavalent :

Le chrome hexavalent n'est pas mis en œuvre sur le site. La fréquence des analyses du paramètre chrome VI mentionnée dans le tableau ci-dessus peut être adaptée de la façon suivante (ce suivi est destiné à surveiller les rejets en CrVI potentiellement créés par oxydation des effluents contenant du CrIII) :

- analyses selon une fréquence hebdomadaire tant que les résultats montrent une concentration mesurée inférieure à la limite de quantification,
- dès qu'une analyse montre un résultat supérieur ou égal à la limite de quantification, la fréquence redevient journalière. Un retour à une fréquence hebdomadaire n'est possible qu'après 5 analyses journalières consécutives montrant des résultats inférieurs à la limite de quantification.

D'une façon générale, les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article, sous réserve que l'exploitant tienne à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence ou la faible émission de ces produits dans l'installation. Ils font l'objet d'une mesure par un organisme tiers tous les 3 ans permettant de s'assurer du respect de cette prescription.

Article 2.2.2.2. Analyse et transmission des résultats de la surveillance de la qualité des rejets d'eaux résiduelles de l'atelier de traitement de surface :

Les résultats de la surveillance des rejets aqueux réalisée conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées (<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf/>)

Les résultats de l'autosurveillance du mois N sont saisis avant la fin du mois N+1.

Ils sont accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux industrielles sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

Article 2.2.2.3. Eaux pluviales

Une analyse des eaux pluviales est réalisée au minimum tous les 3 ans par un organisme extérieur agréé avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux vannes, autres eaux du procédé...).

Article 2.2.3. Étude de réduction des émissions aqueuses

Avant le 1^{er} janvier 2030, l'exploitant transmet à l'inspection une mise à jour de l'étude technico-économique datée du 18 décembre 2020. Elle sera accompagnée de propositions de nouvelles valeurs limites d'émission afin de réduire à un niveau aussi bas que possible les contributions au milieu récepteur pour les flux de polluants représentant plus de 10 % du flux admissible (sans tenir compte de l'abattement de l'ouvrage épuratoire urbain).

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 : Publicité

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Étienne et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Étienne pendant une durée minimale d'un mois.

Le maire de Saint-Étienne fera connaître par procès-verbal, adressé à la Direction départementale de la protection des populations, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (ART. L.514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans la Loire de la présente décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratifs ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet de la Loire – Direction départementale de la Protection des Populations – 10 rue Claudius Buard 42014 Saint-Etienne Cedex 2) et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation ou d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION - AMPLIATION

Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur départemental de la protection des populations de la Loire, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Saint-Étienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Saint-Étienne, le 25 juin 2024

Pour le Préfet et par délégation
Le directeur départemental de la
protection des populations



Pierre CABRIDENC

Copie :
Mairie de Saint- Étienne
DREAL Uid 42-43
Archives

